



institut  
universitaire  
de France

## APPEL À COMMUNICATION AU COLLOQUE

### **LE PLANNING FAMILIAL : CONTINUITÉS, RUPTURES ET TRANSFORMATIONS (1956-2026)**

**4-5 JUIN 2026 - UNIVERSITÉ D'ANGERS**

À l'occasion des 70 ans du Mouvement français pour le Planning familial, un colloque pluridisciplinaire aura lieu à l'Université d'Angers les 4-5 juin 2026. Il abordera l'histoire longue et mouvementée de cette association d'éducation populaire occupant une place essentielle dans l'espace de la cause des femmes. Son rôle a été et reste déterminant sur les enjeux de contraception, d'avortement et d'éducation sexuelle. Centré sur les 70 ans écoulés, le colloque évoquera toutefois aussi le temps d'avant les droits reproductifs, en particulier les avortements clandestins, et fera le point sur la situation actuelle, en particulier sur les menaces inédites pesant sur les droits récemment acquis.

Toutes les échelles d'étude du Planning en France sont les bienvenues, du local à l'international. Toutes les approches des sciences humaines et sociales également. Au-delà des chercheuses et chercheurs, le colloque est ouvert aux militant·es du Planning familial intéressé·es par leurs histoire, notamment au niveau des associations départementales. Les communications à plusieurs voix sont bienvenues.

#### **Axe 1 – Histoire et sociologie de l'organisation et de ses publics**

Créé en 1956 sous le nom *La Maternité heureuse*, devenu en 1960 Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), le Planning familial s'est progressivement structuré, à partir de 1961, comme un acteur mêlant action militante et accompagnement des publics. Il articule un travail de plaidoyer pour les droits ainsi que la santé sexuels et reproductifs à une pratique de terrain assurée par des équipes bénévoles et/ou salariées formées. Présent aujourd'hui en métropole comme dans les départements et régions d'outre-mer, il repose sur un maillage territorial porté par les associations départementales (AD), coordonnées à des niveaux régional et national. Il est affilié à l'IPPF (International Planned Parenthood Federation), fondé dès 1952.

Cet axe propose d'analyser les évolutions de l'organisation à ses différents échelons, les transformations de sa gouvernance, les réformes statutaires successives, ainsi que les programmes développés et les redéfinitions de son périmètre d'action. Quels sont les représentations, les discours et les outils produits par le mouvement ?

Les propositions sur les publics accueillis par le Planning familial sont particulièrement bienvenues. Quels sont leurs profils et leurs attentes ? Comment sont-ils pris en compte dans les pratiques militantes et professionnelles ? Quels sont les nouveaux publics du Planning ? Quelles pratiques à l'égard des personnes en situation de handicap ?

Les dynamiques internes du mouvement méritent également d'être explorées, en particulier les rapports entre générations militantes, les relations entre bénévoles et salarié·es, traversées par des tensions mais aussi par des formes de coopération. Les trajectoires

individuelles, les biographies militantes et les récits d'associations locales peuvent nourrir une histoire incarnée du mouvement. Les propositions portant sur les moments de crise (l'après obtention de la loi sur la contraception en 1967 par exemple, ou encore l'attaque subie en 2022 suite à la parution d'affiches sur la santé des personnes trans) ou de conséquences de changements politiques locaux ou nationaux (par exemple le moment 1981) sont les bienvenues.

Enfin, cet axe invite à interroger le rapport du Planning à la production de savoirs : savoirs militants, professionnels ou expérientiels mobilisés dans ses pratiques quotidiennes, ses formations ou ses prises de position publiques.

## **Axe 2 – Combats**

Depuis sa création, le Planning familial est engagé dans une pluralité de luttes, tant à l'échelle locale, nationale et internationale : accès à la contraception, l'avortement, éducation à la sexualité, la lutte contre les violences ou encore la santé des personnes LGBTQIA+. Il transpose et décline ses engagements dans des plans stratégiques réfléchis à partir d'un socle de valeurs partagées, définis en congrès tous les 4 ans.

Ses combats s'inscrivent dans une diversité de contextes sociaux, générationnels et géographiques, ce qui peut générer des tensions, des désaccords internes, et obliger à des adaptations. Certaines causes font débat. La laïcité, la transidentité ou le travail du sexe et méritent un examen attentif aux discontinuités historiques, aux mécanismes de la construction des causes elles-mêmes hors et dans le Planning. C'est aussi à travers le lien avec les institutions, les pouvoirs publics et légiférants que les combats doivent être saisis : évaluer l'influence du Planning, cerner ses combats gagnés, perdus, ou menacés.

## **Axe 3 – Alliances et adversités**

Depuis sa création, le Planning familial entretient des relations avec un grand nombre d'actrices et d'acteurs. Son réseau n'a cessé de se reconfigurer au fil des décennies et des causes défendues : associations féminines, féministes, partenaires de terrain, organisations politiques, syndicats, professions de santé ou encore organisations religieuses, qui varient grandement d'une antenne à l'autre. Il est également confronté à une multiplicité de critiques, diversement situées au sein des institutions (notamment médicales), du champ politique ou des réseaux militants dits "anti-choix" ou "antigenre".

Cet axe propose d'examiner la pluralité de ces rapports – qu'il s'agisse d'alliances durables, de convergences ponctuelles, de liens plus ambivalents, mais aussi de rapports conflictuels – à l'aune des contextes historiques, des thématiques investies (contraception, avortement, éducation à la sexualité, antiracisme, droits LGBTQI+, travail du sexe, etc.) et des échelles d'action.

Les communications pourront explorer les rapports de force qui traversent l'action associative, les pressions exercées à travers les financements et les tentatives de disqualification, mais aussi les ressources mobilisées en réponse : solidarité inter-associative, recours au droit, intensification de l'engagement, stratégies de visibilité ou de contournement.

\*\*\*

L'intérêt pour l'histoire et la sociologie du MFPF ne date pas d'aujourd'hui. Il est aussi possible de proposer une analyse diachronique des travaux qui lui ont été dédiés, notamment, au rythme de ses anniversaires. De nouvelles recherches sont rendues possibles par la transmission des archives confédérales au Centre des archives du féminisme et par la numérisation des périodiques du Planning (bientôt accessibles sur la perséide FemEnRev). L'histoire écrite à partir de sources internes gagnerait à être complétée par l'analyse des regards extérieurs (la télévision, par exemple, grâce aux archives de l'INA, les vidéos militantes conservées au Centre audiovisuel Simone de Beauvoir).

Enfin, cet anniversaire sera l'occasion de lancer une collecte d'archives et d'objets provenant du Planning familial et de recueillir des témoignages militants.

## **Calendrier**

Les propositions de communications (1500 à 3000 signes) comprenant un titre, un résumé et une biographie succincte ainsi que l'axe concerné devront être envoyées avant le 1<sup>er</sup> octobre 2025.

**Les réponses** seront données le 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Afin de pouvoir publier au plus vite les actes du colloque, il sera demandé aux intervenant-es de donner leur contribution écrite en même temps que leur contribution orale.

**Contact** : [colloque\\_70ans\\_planning@protonmail.com](mailto:colloque_70ans_planning@protonmail.com)

**Site** du colloque : Maison de la recherche Germaine Tillion, 5 bis Bd Lavoisier 49045 Angers cedex 01

## **Organisation**

Soutenu par l'Institut universitaire de France, ce colloque est organisé par Christine Bard (UMR TEMOS - Temps Mondes et Sociétés) - Université d'Angers avec Chrystel Grosso, Mel Noat et Lydie Porée.

## **Conseil scientifique**

Le conseil scientifique du colloque est composé de : Yaël Amsellem-Mainguy (sociologie), Andro Armelle (sociologie et démographie), Nathalie Bajos (sociologie et démographie), Christine Bard (histoire), Marion Binet (sociologie), Sandra Brée (histoire et démographie), Lisa Carayon (droit), Sylvie Chaperon (histoire), Justine Chaput (démographie), Blandine Charbonneau (Planning), Karine Espineira (sociologie), Leslie Fonquerne (sociologie), Albane Gaillot (Planning), Fanny Gallot (histoire), Chrystel Grosso (Planning), Alban Jacquemart (sociologie), Aurore Krol (science politique), Camille Masclet (sociologie), Lilian Mathieu (sociologie), Pauline Mortas (histoire), Mel Noat (Planning), Julie Pagis (sociologie), Myriam Paris (sociologie), Bibia Pavard (histoire), Lydie Porée (histoire), Mathias Quéré (histoire), Juliette Rennes (sociologie), Alice Romero (science politique), Lucile Ruault (sociologie), Caroline Rusterholz (histoire), Laura Tatoueix (histoire), Cécile Thomé (sociologie), Mathieu Trachman (sociologie), Lucia Valdivia (science politique / sociologie).